

**N° 130/CA du Répertoire**

**N° 2005-117/CA2 du Greffe**

**Arrêt du 02 novembre 2013**

**Affaire : MOUTAÏROU KAMALDINE**

**C/**

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif en date à Cotonou du 13 juillet 2005, enregistré au secrétariat de la Chambre administrative le 26 août 2005 sous le n° 886/CS/CA par laquelle MOUTAÏROU Kamaldine, docteur en pharmacie, assisté de ses conseils maîtres Gabriel et Romain DOSSOU, tous deux avocats, a saisi la Cour d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'arrêté n°5512/MSP/DC/SGM/CTJ/DNPS/DPM/SP du 20 juin 2005 aux termes duquel le Ministre de la Santé Publique a ordonné la fermeture définitive de son officine de pharmacie dénommée « Le Remède » ;

Vu la lettre n° 3296/GCS du 29 septembre 2005, par laquelle la requête susvisée et les pièces y annexées ont été communiquées au Ministre de la Santé Publique pour ses observations en défense ;

Vu le courrier n°225/MSP/DC/SGM/CTJ/SP-C du 24 février 2006 enregistré au greffe le 27 février 2006 sous le n° 167/GCS par lequel le Ministre de la Santé Publique a transmis lesdites observations ;

Vu la lettre n° 1761/GCS du 08 mai 2006 transmettant aux conseils du requérant pour leurs répliques éventuelles, les observations en défense ;

Vu le paiement de la consignation légale constaté suivant reçu n° 3218 du 07 septembre 2008 ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990, alors en vigueur ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président-rapporteur **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que l'examen des différentes pièces au dossier fait ressortir que sur sa demande, le requérant a été autorisé le 16 avril 2003 par les autorités compétentes à installer son officine de pharmacie à Sodjatinmè centre au bord de la rue 1421 limitée par les voies 1202 et 1207B ;

Que le 06 janvier 2004, le requérant a adressé aux mêmes autorités une nouvelle demande aux fins de changement d'emplacement et une autorisation d'implantation plutôt à Sodjatinmè ouest, toujours au bord de la rue 1421 au carré n°111 ;

Considérant qu'ayant analysé le mutisme de l'Administration comme une acceptation, le requérant se mit



à aménager le nouveau site lorsqu'il fut sommé d'arrêter les travaux ;

Considérant qu'en dépit du recours gracieux adressé au Ministre de la Santé Publique par le requérant, ce dernier reçut notification de la décision n°1026/MSP/DPED/SPM/CNOP/SA en date du 10 juin 2004, aux termes de laquelle le Directeur des Pharmacies et des Explorations Diagnostiques a procédé à la fermeture provisoire de l'officine de pharmacie dénommée « Le Remède » et appartenant au requérant ;

Considérant que contre cette mesure de son administration de tutelle, MOUTAÏROU Kamaldine a exercé un recours en annulation pour excès de pouvoir devant la Cour suprême ;

Que par arrêt n° 51/CA rendu le 17 mars 2005, la Haute Juridiction a annulé ladite mesure pour cause d'incompétence et violation de la loi et notamment pour vice de procédure, le Ministre de la Santé Publique n'ayant pas associé la commission technique ni requis l'avis favorable du Conseil de l'ordre des Pharmaciens, conformément aux dispositions contenues dans la loi n° 97/020 du 17 juin 1997 qui fixe les conditions de l'exercice en clientèle privée des professions médicales et paramédicales ;

Considérant que le Ministre de la Santé Publique ayant repris la procédure, a procédé à nouveau à la fermeture cette fois-ci définitive de l'officine de pharmacie de MOUTAÏROU Kamaldine par arrêté n° 5512/MSP/DC/SGM/CTJ/DNPS/DPM/SP du 20 juin 2005 ;

Considérant en effet que le 06 janvier 2004 MOUTAÏROU Kamaldine a adressé une nouvelle demande aux mêmes autorités aux fins de changement d'emplacement et une autorisation d'implantation plutôt à Sodjatinmè ouest,

toujours au bord de la rue 1421 au carré n°111 et que lesdites autorités n'ayant pas réagi, le requérant a conclu à une acceptation et a réalisé les travaux d'aménagement sur le nouveau site de Sodjatinmè Ouest ;

Considérant que sommé d'arrêter les travaux, MOUTAÏROU Kamaldine a plutôt adressé au Ministre de la Santé Publique un recours gracieux en date du 24 juin 2005 ;

Que c'est par lettre n° 1672/MSP/DC/SGM/SP-C du 30 juin 2005 que le Ministre de la Santé Publique a rejeté de façon explicite ledit recours au motif que l'arrêt n° 51/CA du 17 mars 2005 de la Cour suprême ne porte nullement « la régularité de l'implantation de l'officine au carré n° 111 à Sodjatinmè Ouest » ni ne « consacre l'acceptation de changement de site » ;

Que c'est dans ces conditions, que MOUTAÏROU Kamaldine a saisi la Cour suprême pour voir annulé pour excès de pouvoir l'arrêté n° 5512/MSP/DC/SGM/CTJ/-DNPS/DPM/SP du 20 juin 2005 précité ;

Considérant que le requérant fonde son recours sur quatre principaux moyens ;

- Le premier moyen tiré de la violation du principe de l'autorité de la chose jugée ;

- Le deuxième moyen tiré de la violation de l'article 131 de la Constitution du 11 décembre 1990 ;

- Le troisième tiré de la violation du principe du respect des droits acquis ;

- Le dernier tiré du détournement de pouvoir ;

Considérant que l'Administration quant à elle demande à la Cour de rejeter purement et simplement les moyens allégués par le requérant ;



Considérant qu'à l'audience du 03 août 2012 de la Cour où l'affaire a été évoquée, le requérant a, dès l'appel de la cause, déclaré que sa demande est devenue sans objet et que la Cour veuille bien le constater et lui en donner acte ;

Qu'il explique avoir en effet par courrier en date du 1<sup>er</sup> août 2012 enregistré le 02 août 2012 au greffe sous n° 833/GCS produit au dossier copie de :

-L'arrêté n° 0383/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/SA du 31 juillet 2012 qui porte modification de l'arrêté n° 0382/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DAPMED/SA du 30 juillet 2012 relatif à l'institution de la carte pharmaceutique et à la programmation des zones de création des officines de pharmacie en République du Bénin pour la période 2012-2013 ;

-L'arrêté n° 0384/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/SA du 31 juillet 2012 portant attribution du site de Sodjatinmè Ouest ;

Que le requérant précise que ce dernier arrêté ministériel confirme l'installation de son officine de pharmacie sur le site de Sodjatinmè Ouest au carré n° 111 situé au bord de la rue 1421 ;

Considérant que Maroufatou ZOUMAROU pharmacienne demeurant et domiciliée au lot 113 à Sodjatinmè Ouest par l'organe de maître Mousbaye PADONOU son conseil, a déclaré se porter en intervention volontaire et a déposé au dossier ses observations ès-qualité ;

Considérant qu'une remise de cause a été accordée au conseil susnommé pour l'audience du 02 novembre 2012 aux fins de communication de pièces à ce dernier par les conseils du requérant et pour ses répliques ;

Considérant qu'advenue l'audience du 02 novembre 2012, le requérant MOUTAÏROU Kamaldine a déclaré se désister de la présente instance ;

Que maître Mousbaye PADONOU a quant à lui, sollicité de la Haute Juridiction de surseoir à statuer en la présente cause au motif qu'il a, au nom et pour le compte de l'intervenante volontaire, introduit un recours en annulation contre les deux arrêtés ministériels ci-dessus cités ;

Qu'il développe que le lien de connexité entre cette procédure-ci et celle en cours d'accomplissement des formalités préliminaires appelle une jonction des deux procédures ;

Mais considérant que l'arrêté n° 0384/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/SA du 31 juillet 2012 déjà cité mentionne en son article 2 ce qui suit : « Le Directeur des pharmacies, du Médicament..... sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment celles contenues dans l'arrêté n° 5512/MSP/DC/SGM/CTJ/DNPS/DPM/SP du 20 juin 2005 portant fermeture définitive de l'officine de pharmacie dénommée « Le remède » de Monsieur MOUTAÏROU Kamaldine sur le site de Sodjatinmè Ouest au lot n° 111 » ;

Considérant qu'ainsi, l'acte administratif dont annulation a fait l'objet de retrait de la part de l'autorité administrative dont il émane ;

Que la demande du requérant étant devenue sans objet, aucune autre demande, quel qu'en soit le fondement, ne saurait se greffer sur la demande principale c'est-à-dire originelle qui est désormais anéantie ;

Que dans ces conditions, la requête en intervention volontaire introduite par Maroufatou ZOUMAROU est irrecevable.

**Par ces motifs,**

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est donné acte au requérant MOUTAÏROU Kamaldine de son désistement d'instance.

**Article 2** : Est irrecevable la requête en intervention volontaire en date du 30 juillet 2012 introduite par Maroufatou ZOUMAROU.

**Article 3** : Les frais sont mis à la charge du requérant MOUTAÏROU Kamaldine.

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Eliane R. G. PADONOU**, Conseiller à la chambre administrative,

**PRESIDENT ;**

**Etienne FIFATIN** }

**Et** { **CONSEILLERS.**

**Tranquillin KINDJI** }

Et prononcé à l'audience publique du vendredi deux novembre deux mille douze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Lucien A. DEGUENON**, Avocat général,

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**,

**GREFFIER.**

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier.



**Eliane R. G. PADONOU**



**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**